

## **Le choix de l'atlantisme**

### **A. La volonté de mener une politique indépendante dans l'immédiat après-guerre**

#### **1. La position maximaliste de la France concernant l'Allemagne**

Le général de Gaulle, chef du gouvernement provisoire de la République française, voulait restaurer la « grandeur de la France » à l'instar de toute la Résistance. Le CNR, Conseil National de la Résistance, avait, dans son programme définitivement élaboré en mars 1944, appelé à « rétablir la France dans sa puissance, dans sa grandeur et dans sa mission universelle ». De façon explicite, le PCF affirma que « l'indépendance de la France avec la restauration de sa grandeur, vœu sacré de tous nos héros, devait être le premier principe directeur de la politique étrangère de demain ».

Or la première question en politique étrangère était, à ce moment-là, le sort de l'Allemagne. De Gaulle ne dit-il pas, en novembre 1944, à l'Assemblée consultative : « En vérité, le sort de l'Allemagne est le problème central de l'univers » ?

Pour éviter tout revanchisme allemand, la France renoua avec sa politique d'alliance à revers. En décembre 1944, de Gaulle fit le voyage à Moscou et en revint avec un traité d'alliance et d'assistance mutuelle. Cette alliance avait également deux autres objectifs, l'un intérieur, l'autre extérieur. Tout d'abord, s'assurer du concours du PCF à l'effort de reconstruction. Et aussi affirmer son indépendance à l'égard des Américains. Ce fut d'ailleurs pour cette raison que Staline se prêta au jeu : le chef du Kremlin espérait que la France fit contrepoids à l'influence anglo-américaine en Europe occidentale.

Quant à l'Allemagne, la France souhaitait qu'elle fût démembrée à tout jamais. Pendant la guerre, les Anglo-Saxons avaient soutenu différents projets de démembrement : Churchill s'était prononcé pour la création d'un État austro-bavarois et Roosevelt pour un partage en cinq États. Mais, au printemps 1945, Staline s'opposa à tout démembrement, peut-être dans l'idée que les Allemands lui en seraient gré et qu'il pourrait, en s'appuyant sur l'opinion publique allemande, créer une Allemagne prosoviétique ou, à défaut, neutraliste. Si les Américains évacuaient

leurs troupes en 1947 comme ils l'avaient promis, une telle situation donnerait à l'URSS une prééminence sur le continent européen.

L'idée de démembrement fut donc abandonnée lors de la dernière conférence rassemblant les trois Grands, à Potsdam, en juillet-août 1945. Cela n'empêcha pas la France d'en faire l'axe majeur de sa politique étrangère. Au sein du Conseil de contrôle allié des quatre zones d'occupation, la France opposa son veto à toute création d'administration centralisée empêchant les trois grands vainqueurs d'appliquer les quelques mesures prévues à Potsdam concernant la mise en place de structures communes en matière de finances, de transports et de communications. Les Français s'opposèrent également à la constitution de partis politiques à l'échelle de tout le territoire allemand.

Pour de Gaulle, le retour à un État allemand centralisé était hors de question. Lors des Conseils des ministres, quand les membres du gouvernement parlaient de l'Allemagne, il les rectifiait en disant : « les Allemagnes ». La pensée du général avait été fortement marquée par l'ouvrage de Jacques Bainville paru en 1920 et intitulé *Les Conséquences politiques de la paix*. Ce livre fit date : Bainville avait prévu que les Allemands, sous la conduite d'un homme fort, prendraient possession de l'Autriche, des Sudètes et de Dantzig et qu'il y aurait fatalement une nouvelle guerre. La raison, selon lui, résidait non seulement dans les restrictions imposées par le traité de Versailles mais surtout par le fait que l'on avait laissé subsister un État allemand au lieu de démembrer l'Allemagne. Il n'hésita pas alors à parler de « paix trop douce » : « La paix a conservé et resserré l'unité de l'État allemand. Voilà ce qu'elle a de doux. »

Le gouvernement français eut donc des revendications maximalistes que n'aurait pas désavoué, en son temps, le maréchal Foch. Les objectifs étaient les suivants : rattachement, au moins économique, de la Sarre à la France, internationalisation de la Ruhr et occupation *ad vitam æternam* de la Rhénanie. Il s'agissait de détacher la région Sarre-Rhin-Ruhr du reste de l'Allemagne. Quant aux indemnités de guerre, la France n'attendit pas la fin des hostilités pour commencer à prélever sa part dans les territoires allemands qu'elle contrôlait. De Gaulle donna aussi l'ordre d'occuper Stuttgart, ville pourtant située hors de la zone d'occupation prévue pour la France. Le général, meurtri qu'il n'y ait aucune grande ville dans la zone française, voulait mettre les Alliés devant le fait accompli. Comme l'a souligné **Jacques Dalloz**, « que les Français, équipés par eux de pied en cap, se mirent en travers de leur chemin, irrita profondément les Américains ». Les troupes françaises durent se retirer.

« Cette politique qui visait à démembrer un pays pour le démocratiser tout en l'exploitant économiquement [...] rendait la position française fort délicate » (**Jean-Pierre Rioux**). La politique française était pleine de contradictions car, en même temps, l'un de ses buts, en accord avec les objectifs fixés par les trois Grands à Potsdam, était de démocratiser. Pour ce faire, elle aida à la création de nouveaux médias, que cela fût le quotidien *Frankfurter Allgemeine Zeitung* fondé

en zone française par une équipe d'anciens journalistes de Francfort ou la SWF, *SüdWestFunk*, radio du Sud-Ouest.

D'autres hommes eurent, en 1945, à cœur d'élaborer une politique constructive par rapport à l'Allemagne, notamment dans le domaine éducatif. Le début du rapprochement entre la France et l'Allemagne ne fut ni le traité de l'Élysée de 1963, ni le discours de Schuman en 1950, mais l'action culturelle menée dès les premiers temps de l'occupation. Joseph Rovan, résistant-déporté français d'origine allemande, fut l'auteur d'un article qui sonna comme un manifeste. L'article était intitulé « L'Allemagne de nos mérites » et était paru dans la revue *Esprit*, en novembre 1945. Il invitait à dépasser tout ressentiment.

Une politique de rapprochement culturel fut élaborée par Raymond Schmittlein, le directeur général des affaires culturelles dans la zone d'occupation française, qui créa des institutions comme l'École supérieure d'administration de Spire, l'université Gutenberg et l'Institut d'histoire européenne à Mayence. Alfred Grosser et Joseph Rovan jouèrent également un rôle, le premier en tant que secrétaire général du Comité français d'échanges avec l'Allemagne nouvelle, comité créé, en 1948, par Emmanuel Mounier, le directeur de la revue *Esprit*, et le second en œuvrant à la direction en zone occupée de l'éducation publique.

Mais, en dépit de l'action de réconciliation qui commença à être entreprise par quelques hommes éclairés, la posture de la France restait intransigeante et visait à diminuer l'Allemagne pour toujours.

## 2. Les conséquences de la démission du général de Gaulle en janvier 1946

De Gaulle démissionna le 20 janvier 1946 parce qu'il réprouvait le retour du « régime des partis » mais aussi parce qu'il voulait marquer son désaccord quant au montant des crédits militaires. Le débat sur cette question avait été vif à l'Assemblée nationale. Le socialiste Christian Pineau avait affirmé : « La politique de grandeur, ce n'est pas la politique de l'enflure, ce n'est pas la politique de la grenouille. »

Mais il ne faudrait pas se méprendre sur le fond du débat. Christian Pineau avait d'ailleurs précisé : « Nous croyons à la grandeur de la France. »

Le débat ne portait pas sur les objectifs de la politique étrangère de la France mais sur la priorité à accorder. Fallait-il d'abord œuvrer à la reconstruction ou mener une politique de prestige ? Christian Pineau objecta que, même si plus d'argent était consacré à l'armée, comme le demandait le général de Gaulle, les forces militaires françaises ne pourraient de toute façon pas rivaliser avec les superpuissances.

La démission du général de Gaulle n'entraîna pas de changement dans les orientations de la politique étrangère. Mais il y eut toutefois une différence de style. De Gaulle subordonnait toute considération à la politique de grandeur. Dans

ses *Mémoires de guerre*, il écrivit au sujet des réformes économiques et sociales de la Libération (création de la Sécurité sociale, nationalisations, etc.) : « Une fois de plus, je constate que si, pour eux et pour moi, le but peut être le même [instaurer une démocratie économique et sociale], les raisons qui les poussent ne sont pas identiques aux miennes... Je les vois médiocrement sensibles au mobile dont je m'inspire et qui est la puissance de la France. »

« Le 20 janvier 1946 acquit [ainsi] une signification presque paradoxale : la politique extérieure changea dans sa nature sans changer dans son contenu » (**Alfred Grosser**). « Elle ne constitua pas, pour la IV<sup>e</sup> République, la seule préoccupation fondamentale. Pendant douze ans, on ne disposa plus du simplificateur que constituait une idéologie nationaliste. »

### 3. Une politique vouée à l'échec

Le gouvernement français voulait affaiblir durablement l'Allemagne mais il devait aussi tirer les leçons du passé : ne pas commettre à nouveau l'erreur de 1919 quand, comme le dit lui-même le premier président de la IV<sup>e</sup> République, Vincent Auriol, on s'était séparé, au lendemain du traité de Versailles, « sans avoir organisé la vie de l'Europe ni, surtout, la solidarité politique, économique et financière des Alliés ». **Raymond Aron** a souligné ce point : « Les Européens, hommes de la rue et hommes d'État, obsédés par l'expérience des années qui avaient suivi la première guerre, craignaient l'isolationnisme plutôt que l'impérialisme des États-Unis. »

Or, rapidement, il fut clair que les deux objectifs étaient antagonistes. Cela donna « l'impression que l'Histoire bafouillait, que, comme après la Première Guerre mondiale, la France était victime de l'incompréhension de ses Alliés » (**Jacques Dalloz**). De plus, la politique française, adoptant du premier après-guerre l'enseignement bainvillien, était encore plus intransigeante qu'en 1918-1919.

Refusant de voir renaître une Allemagne, la France limitait le plus possible les échanges de la zone française d'occupation (ZFO) avec les autres zones. Les zones britannique et américaine d'occupation étaient principalement constituées de régions urbanisées et industrialisées. Leur production agricole était insuffisante. Elles se trouvèrent ainsi dans la nécessité d'augmenter la production industrielle pour pouvoir importer. Les Anglo-Saxons insistèrent également pour lever les barrières entre les zones, la ZFO et la zone soviétique à vocation plus agricole pouvant servir d'utiles greniers à blé.

Mais les Soviétiques décidèrent de mettre fin à leurs livraisons de produits agricoles. En réaction, les Américains et les Britanniques créèrent, le 1<sup>er</sup> janvier 1947, la Bizone. En vérité, depuis le discours du secrétaire d'État James Byrnes, à Stuttgart, en septembre 1946, l'infléchissement de la politique américaine était clairement perceptible. Byrnes avait alors proposé une unification économique des zones d'occupation. L'objectif de reconstruction devenait prioritaire et reléguait au second plan la politique des 5D (décentralisation, dénazification, démocratisa-

tion, démilitarisation et décartellisation) décidée à Potsdam. Le but était d'éviter la propagation du communisme.

La France n'infléchit pas pour autant sa politique, creusant ainsi le fossé avec les Anglo-Saxons. Toutefois ces derniers firent preuve d'habileté lors de la conférence de Moscou réunissant, en mars-avril 1947, les ministres des Affaires étrangères des quatre puissances occupantes. Georges Bidault crut pouvoir avoir le soutien de l'URSS comme c'était le cas auparavant. C'était d'ailleurs cette entente franco-soviétique qui cimentait le tripartisme, c'est-à-dire la coalition (la SFIO [Section française de l'Internationale ouvrière, le nom du parti socialiste à l'époque], le MRP [le Mouvement républicain populaire, soit les démocrates-chrétiens] et le PCF) au pouvoir en France. Mais, si Molotov était d'accord sur les questions de l'internationalisation de la Ruhr et des réparations, il s'opposa aux ambitions françaises sur la Sarre. Tout comme après la Première Guerre mondiale, la France voulait prendre le contrôle de la Sarre. La production de charbon de cette région allemande était considérée comme indispensable à la sidérurgie française et à la réussite du plan Monnet de reconstruction et de modernisation de l'économie. Alors que Moscou y était opposé, les Américains et les Britanniques se prononcèrent, à la surprise générale, en faveur de l'union douanière, fiscale et monétaire entre la France et la Sarre.

La portée de cette conférence fut primordiale. Elle contribua fortement à distendre les liens entre les trois partis au pouvoir en France. De plus, il allait être difficile pour la France de ne pas se soumettre aux pressions anglo-saxonnes en vue de former une Trizone.

## **B. 1947 : la guerre froide en France**

La France fut dans une situation paradoxale : alors que la guerre froide s'installait dans le pays, la politique étrangère restait inchangée. En 1947, le pays était entré de plain-pied dans la guerre froide mais la France ne s'aligna sur le camp occidental qu'au printemps 1948.

Le 5 mai 1947, le président du Conseil Paul Ramadier exclut les ministres communistes. Ils avaient manqué de solidarité gouvernementale en ne voulant pas désapprouver un mouvement de contestation sociale qui avait surgi dans le pays. Toutefois le PCF pensait pouvoir revenir au gouvernement. Les communistes français ne renoncèrent à toute alliance avec les partis « bourgeois » qu'après avoir été sermonnés lors de la conférence fondatrice du Kominform, en septembre 1947, à Szklarska Poręba, dans le sud de la Pologne.

Les Américains ne purent que se réjouir de ces événements : au mois de juin précédent, ils avaient annoncé le plan Marshall. Sans que cela fût publiquement dit, il allait de soi que, pour les États-Unis, les gouvernements des pays bénéficiaires ne devaient pas comporter de communistes.

Le PCF s'en prit d'ailleurs violemment au plan Marshall en stigmatisant la satellisation et même la « colonisation » de la France. En vérité, le plan Marshall n'a pas infléchi la politique étrangère de la France. Par contre, il a permis le succès du plan Monnet de reconstruction et de modernisation de l'économie française et a joué un rôle majeur dans le *soft power* exercé par les États-Unis.

La fin du tripartisme eut des conséquences majeures pour la IV<sup>e</sup> République. Celle-ci, déjà en butte aux gaullistes, fut désormais attaquée aussi à gauche. Il fut désormais impossible de constituer une majorité soit à gauche, soit à droite. Les seules majorités possibles étaient entre les partis de gauche modérée (la SFIO, l'UDSR, l'Union démocratique et socialiste de la Résistance), centristes (le Parti radical) et de droite modérée (le MRP, les Indépendants). Ces majorités étaient éminemment fragiles. Cela explique en partie la forte instabilité de la IV<sup>e</sup> République.

Les coalitions de gouvernement, fondées le plus souvent sur uniquement quelques points d'accord, étaient subordonnées au jeu des partis qui s'accaparaient les portefeuilles ministériels. Un ministre était plus le représentant d'un parti au sein du gouvernement qu'un membre d'une équipe soudée et dirigée par le président du Conseil.

D'un commun accord entre les partis de la « Troisième Force » (la SFIO, le MRP et le Parti radical), le ministère des Affaires étrangères fut dévolu jusqu'en 1954 au MRP. Cela eut des incidences au niveau de la politique coloniale mais aussi au niveau de la politique étrangère dans son ensemble : les démocrates-chrétiens étaient anticommunistes et pro-européens, plus à même de s'entendre avec le chancelier ouest-allemand Konrad Adenauer lui aussi issu de la démocratie chrétienne.

Ce qui fit basculer la France dans le camp américain ne fut toutefois pas les événements politiques de 1947, ni même les très graves difficultés économiques : en août 1947, la ration de pain tomba à un niveau inférieur à celles en vigueur sous l'Occupation ; la France dut requérir auprès des États-Unis une aide d'urgence pour passer l'hiver (cette aide représenta 66 % des besoins en farine, 60 % du ravitaillement en pétrole et 20 % de celui en charbon).

L'événement qui servit d'électrochoc fut le « coup de Prague » de février 1948. La France dut alors clarifier sa position et choisir son camp.

## C. La satellisation de l'Europe de l'Est

(Partie détaillée en vue d'un sujet sur l'Europe de 1945 à nos jours)

Un des objectifs de Staline était d'établir, à l'ouest de l'URSS, un glacis protecteur. Les Anglo-Saxons, pendant la Seconde Guerre mondiale, ne s'étaient pas opposés à cette demande. Mais qu'entendait-on par glacis protecteur ?

Au lendemain du conflit, le Kremlin n'aurait pas envisagé une bolchevisation de la région mais la constitution d'une zone d'influence où les communistes occuperaient les postes-clés. Pour cela, Staline favorisa la constitution de Fronts de gauche entre les partis communistes et les forces progressistes.

Cette stratégie tenait d'un fait : les communistes étaient souvent dans ces pays fort peu nombreux. En Hongrie, le parti communiste ne regroupait, début 1945, qu'environ 4 000 membres, en Roumanie, moins d'un millier.

Il s'agissait de noyauter les institutions. Walter Ulbricht, le dirigeant du parti communiste allemand, le spécifia à ses troupes : « C'est très clair : ça doit avoir l'air démocratique, mais tout doit être sous notre contrôle. » Les communistes n'accaparèrent pas les fonctions prestigieuses de président, Premier ministre ou ministre des Affaires étrangères, ils préférèrent occuper les ministères de l'Intérieur, de la Justice et de l'Agriculture, ce qui leur permettait de noyauter la police et le système judiciaire ainsi que de procéder à des expropriations sous couvert de réformes agraires. Ils se constituèrent, par les redistributions de terres, une vaste clientèle. La population comprit rapidement l'intérêt de posséder sa carte du parti. En Roumanie, le parti connut une croissance exponentielle : le nombre d'adhérents était passé, fin 1945, à 800 000.

La Pologne fut un cas à part : dès l'arrivée des troupes de l'Armée rouge en 1944, il y eut répression. La Résistance polonaise non communiste, forte de centaines de milliers de membres, fut décimée. De plus, Staline modifia les frontières du pays : la Pologne fut « déplacée » d'est en ouest, elle perdit des territoires à l'Est, lesquels devinrent soviétiques, et s'agrandit à l'Ouest en annexant des terres allemandes. L'objectif était de rendre Varsovie dépendant de Moscou. Les Polonais, qui pouvaient craindre un revanchisme allemand, ne voyaient qu'un seul pays capable de leur venir en aide : l'URSS. À ce moment-là, les Anglo-Saxons ne reconnaissaient pas la ligne Oder-Neisse comme la nouvelle frontière germano-polonaise.

L'Europe de l'Est n'était pas, en 1945-1947, « bolchevisée ». Des relations économiques la liaient à l'Occident. L'UNRRA (*United Nations Relief and Rehabilitation Administration*), financée à hauteur de 70 % par les États-Unis, accorda une aide substantielle à la Pologne et à la Tchécoslovaquie. Ces dernières en furent respectivement les 2<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> pays bénéficiaires.

Mais l'Europe entra petit à petit dans l'« engrenage » (**Lilly Marcou**) de la guerre froide. Suite au discours de Truman du 12 mars 1947 et au plan Marshall annoncé en juin de la même année, un raidissement fut clairement perceptible du côté de Moscou.

La doctrine Truman ne s'appliquant pas dans les pays où l'influence de Moscou était déjà prépondérante, Staline avait en quelque sorte les mains libres. En juin 1947, dès le lendemain de la ratification par le Sénat des États-Unis du traité de paix avec la Bulgarie, le principal opposant bulgare, Nikola Petkov, fut arrêté.

En Roumanie, fin 1947, la monarchie fut renversée. Les « démocraties populaires » (expression du Bulgare Georgi Dimitrov) voyaient le jour.

La transition vers la dictature communiste se fit de façon rapide car la plupart des pays d'Europe de l'Est manquaient de traditions démocratiques. Pendant l'entre-deux-guerres, ces pays avaient connu des régimes autoritaires reposant sur une bureaucratie envahissante et corrompue. Il y eut d'ailleurs une forme de continuité : « les groupes sociaux [dont était issue la bureaucratie] donnèrent leurs cadres aux États communistes » (**Tony Judt**).

Le seul État à tradition démocratique était la Tchécoslovaquie. Mais le sort de ce pays s'était trouvé scellé au bon vouloir de l'URSS avant même la fin de la guerre. Le président Edvard Beneš, qui était en exil à Londres, signa, en 1943, un traité avec Moscou. Les Soviétiques, contrairement aux Occidentaux, donnèrent leur accord à l'expulsion des trois millions de Sudètes. L'URSS devint le « protecteur naturel » de la Tchécoslovaquie. Ce pays avait une autre particularité : c'était l'aura du parti communiste local. De ce fait, Staline permit la tenue d'élections libres en mai 1946. Le PC tchécoslovaque totalisa 40 % des voix en Bohême-Moravie et 31 % en pays slovaque. « L'exception démocratique » en Tchécoslovaquie avait toutefois ses limites. La politique étrangère devait s'aligner sur celle de Moscou. Ainsi, à l'été 1947, Jan Masaryk, le ministre des Affaires étrangères, dut-il décliner l'aide du plan Marshall. Néanmoins le pays semblait pouvoir demeurer une sorte de pont entre l'Ouest et l'Est.

Le choc n'en fut que plus durement ressenti quand, en février 1948, les communistes prirent le pouvoir par la force. Et, le 10 mars 1948, Jan Masaryk mourut de façon tragique : soi-disant, il s'était suicidé en se jetant par la fenêtre.

Le « coup de Prague » sema une véritable panique en Occident. La menace soviétique avait été jusque-là considérée comme du domaine du possible, elle devint une certitude. Elle alimenta, selon les termes employés par le stratège américain George Kennan, une « *war scare* » de part et d'autre de l'Atlantique. Lucius Clay, le commandant en chef de la zone d'occupation américaine, envoya un télégramme alarmiste à Washington : « Au cours des dernières semaines, j'ai senti un changement subtil dans l'attitude soviétique que je ne peux pas définir, mais qui me donne maintenant le sentiment que la guerre peut arriver avec une soudaineté dramatique. »

Au même moment, l'URSS exerçait une forte pression sur la Finlande et les Américains craignaient une victoire des communistes aux élections législatives en Italie ou un coup de force du PCI. La crainte d'une insurrection armée n'était pas injustifiée. Palmiro Togliatti, le dirigeant communiste italien, s'y était préparé. Mais Moscou le lui interdit. Les tensions étaient à leur comble. Les Américains, par la CIA, aidèrent financièrement la DC (Démocratie chrétienne), laquelle remporta finalement les élections. Quant à la Finlande, Moscou modéra ses ambitions en ne procédant pas à une satellisation complète : les Soviétiques se contentèrent d'une « neutralité bienveillante », c'est-à-dire que la Finlande put garder son